

Pakistan : la nouvelle poudrière

Article rédigé par *Antoine Besson*, le 06 mai 2011

Oussama Ben Laden est mort ! Aux Etats-Unis, la rue en liesse célébrait l'événement comme si le pays avait été sacré champion du monde à la fin d'un match serré contre le terrorisme. C'est pourtant vite oublier qu'il aurait été préférable que le chef d'Al-Qaida soit jugé et condamné – comme le furent en leur temps les dignitaires Nazi.

La victoire aurait alors été totale. Polémique inutile, on ne refait pas le passé. Information plus préoccupante : à peine quelques heures après l'intervention armée qui coûta la mort au leader islamiste, tout le monde semble craindre le retour de bâton des terroristes. Les ambassades et consulats des Etats-Unis au Pakistan ont fermé leurs portes au public, le gouvernement local renforce la sécurité aux abords de plusieurs bâtiments officiels et les minorités religieuses s'inquiètent des représailles. Une actualité qui remet sous le feu des projecteurs un pays où la loi s'est depuis longtemps retournée contre la liberté religieuse entraînant meurtres et persécutions.

Souvenons-nous. L'Etat séparé du Pakistan a été créé grâce à la Ligue Musulmane (*All-India Muslim League*) qui lutta dès sa création en 1906 pour la préservation des intérêts des musulmans contre le principe de laïcité du Congrès. En 1947, lorsque l'*Indian Independence Act* est voté par le parlement britannique, L'Inde et le Pakistan deviennent deux Etats indépendants. Suivent alors de très importants mouvements de population. Six millions d'Indiens musulmans se réfugient dans le nouvel Etat tandis qu'autant de sikhs et d'hindous quittent le Pendjab. Les préoccupations communautaristes président alors à la création de cet Etat.

Pourtant, l'analyse ne doit pas s'arrêter là. Pour Michel Boivin, islamologue et historien spécialiste du Pakistan, tout provient du fait que lors de la création du Pakistan, une sorte de négociation a été faite entre les fondateurs laïcs et les religieux, pour la simple raison que les premiers n'avaient aucune idée de ce que devait être un Etat islamique... Pour certains religieux, on ne pouvait pas parler d'Etat islamique sans que la charia ne soit appliquée. Mais les militaires qui ont dirigé le pays étaient contre. C'est ainsi que la première Constitution promulguée en 1956 intègre la liberté de culte, comme les deux autres qui suivront. Cette orientation fondamentalement démocratique, le Pakistan la doit à son fondateur, Muhammad Ali Jinnah, président de la Ligue Musulmane et Gouverneur général du nouvel Etat à sa création. C'est à cette époque également que sera intégrée à l'appareil législatif une relique du droit colonial, que le Pakistan, mais également l'Inde, avait conservée : la loi anti-blasphème.

La tournure discriminante de cette loi ne viendra que bien plus tard avec le processus d'islamisation que connut le pays sous le régime militaire du général Zia-ul-Haq (1977-1988). Quand Ziya ul-Haq a renforcé la loi sur le blasphème, tout le monde a compris cette mesure comme une nouvelle étape vers la chariatisation du pays, explique le chercheur au CNRS. Un processus normal pour les partis religieux islamistes pour qui le pays, en tant que première république islamiste au monde, devait à plus ou moins long terme, devenir un Etat basé sur la charia. C'est ainsi qu'avec les mesures prises par Ziya, seules les offenses envers l'islam, le Coran et le prophète Muhammad, sont punissables de peine de mort.

La loi sur le blasphème qui théoriquement voulait imposer le respect de toutes les religions du Pakistan devient alors un instrument permettant à la religion majoritaire de persécuter les minorités. Les minorités, musulmanes et surtout non musulmanes, sont les premières victimes de la loi sur le blasphème, témoigne Michel Boivin. Car elle sert de prétexte à des règlements de compte. Elle est instrumentalisée par des extrémistes, voire par le pakistanais lambda, qui veut s'emparer des biens de son voisin. Cet état de fait a lentement évolué jusqu'à une situation aujourd'hui très précaire. Tandis que les crimes contre les minorités augmentent, le gouvernement se trouve pris en otage par des partis islamistes militants qui détiennent le

pouvoir de la rue et bénéficient de l'appui des terroristes. Leur pouvoir est si grand qu'en 2007, ils parvinrent à assassiner Benazir Bhutto, l'ancienne Premier ministre, un symbole politique. Plus récemment, Shahbaz Bhatti, seul ministre chrétien du gouvernement, et Salman Taseer, gouverneur musulman du Pendjab, ont tous deux été assassinés pour leur prise de position en faveur de la réforme de la loi anti-blasphème.

Que changent alors les menaces islamistes contre la Pakistan dans un tel contexte ? Tout et pas grand chose. Si la tension monte d'un cran, cela ne signifie pas pour autant qu'elle n'existait pas auparavant. De l'aveu de Michel Boivin, l'équilibre était déjà fragile, ce dernier dénonçant un contexte actuel de tensions. Pour l'archevêque émérite du diocèse de Lahore, Mgr Lawrence Saldanha, la mort de Ben Laden pourrait marquer un tournant dans la société pakistanaise : Nombreux étaient ceux qui considéraient Ben Laden comme un héros de la révolution islamique. Et, de fait, il était une figure-clé de l'extrémisme et une menace pour la paix dans le monde. Mais sa mort peut changer la donne à la fois en démythifiant l'extrémisme et en cassant l'unité de la mouvance extrémiste.

Une analyse que semble partager le gouvernement pakistanais qui revendique sa responsabilité dans l'opération qui a vu mourir Ben Laden. Nous avons livré des éléments clés sur un des membres du réseau qui ont permis aux Américains de remonter la piste jusqu'à Oussama Ben Laden. Nous considérons que nous avons été partenaires et nous sommes mutuellement responsables du succès. Sans nous, rien n'aurait été possible, a déclaré Youssouf Raza Gilani, Premier ministre pakistanais, [au journal Le Monde](#). La prise de risque est importante ; on sait le pouvoir que détiennent les islamistes dans les rues. Il est donc permis de penser que le gouvernement – connu pour sa duplicité en vers le terrorisme : abritant ces derniers mais luttant officiellement contre en coopérant avec les Etats-Unis – tente de déplacer l'équilibre existant par cette annonce officielle. Pris en otage, il pourrait bien essayer par cette manœuvre de se libérer un peu de l'emprise des islamistes qui n'a cessée de grandir depuis 2001 en cherchant des soutiens internationaux. Cela expliquerait l'actuelle visite en France de Gilani qui désire renforcer les relations avec la France mais aussi avec l'Union européenne et le G8 ainsi que les trois déclarations de partenariat global, sur la coopération en matière de sécurité et sur le partenariat économique et commercial signées au terme d'une demi-heure d'entretiens à Matignon par François Fillon et son homologue pakistanais.

Les conjonctures sont difficiles, voire risquées, mais tout semble indiquer que la mort d'Oussama Ben Laden est un tournant tactique de l'histoire du pays dans son bras de fer avec les islamistes. Gilles Boquéat, chercheur associé à l'Institut français de relations internationales, [écrivait dans Le Monde](#) voir deux avantages à la mort de Oussama Ben Laden pour le Pakistan. Le premier était d'apporter sa contribution au début d'un retrait des forces américaines d'Afghanistan – souhaité à la fois par Islamabad et le président Obama – à partir de juillet. Il rappelle au passage que l'objectif premier de l'intervention américaine en Afghanistan était la traque d'Al-Qaïda. Le second avantage est de donner des gages au président Hamid Karzaï qui soutient depuis longtemps que les terroristes ne sont pas réfugiés dans son pays mais au Pakistan. D'après l'expert, les deux pays ont entamé un rapprochement depuis plusieurs mois : Le chef de l'Etat afghan estime qu'une prise de distance vis-à-vis d'Américains devenus moins accommodants à son égard et une intégration des talibans dans le processus de sortie de guerre sont politiquement nécessaires.

Le Pakistan semble donc centralisé des enjeux internationaux qui convergent et divergent tout à la fois tandis que les pouvoirs respectifs du gouvernement et de la rue manifestent des motivations très différentes. Les rapports de force qui s'annoncent laissent entendre que le pays est une véritable poudrière qu'il faut suivre de près. Une fois de plus, les minorités – dont les chrétiens, 1,6% de la population – risquent de faire les frais de ce regain de tension comme le souligne Monseigneur Saldanha *Nous sommes des cibles d'autant plus faciles qu'ils [les partisans de Ben Laden] ne sont pas en mesure de s'attaquer à l'Amérique.*
